

Dépêche AEF : Najat Vallaud-Belkacem à AEF info : Jean-Michel Blanquer "joue l'opinion publique contre les professeurs"

15-20 minutes

Jean-Michel Blanquer "semble à la peine sur l'essentiel de ses réformes", juge Najat Vallaud-Belkacem, dans une interview accordée à AEF info vendredi 7 février 2020. "Ce ministre passe beaucoup de temps à jouer l'opinion publique contre les professeurs. Au-delà des réformes mal ficelées, c'est le mal le plus profond qui est fait en ce moment, et pour longtemps", dénonce celle qui l'a précédé à l'Éducation nationale de 2014 à 2017. Dans cet entretien exclusif, Najat Vallaud-Belkacem (PS) sort de son silence médiatique pour critiquer l'action du gouvernement. Dénonçant une "pratique du pouvoir pour le moins problématique", elle tacle Jean-Michel Blanquer sur la réforme du bac, l'abandon de la semaine de 4,5 jours ou la "mise à mort" du Cnesco. Détournant la formule du ministre, elle dénonce une "École de la défiance" : "on n'a jamais vu autant d'autoritarisme à la tête de ce ministère".



Najat Vallaud-Belkacem a été ministre de l'Éducation nationale entre 2014 et 2017. MaxPPP - Vincent Isore

AEF info : Lorsque vous avez quitté le ministère de l'Éducation nationale, vous avez écrit une lettre à votre successeur ([lire sur AEF info](#)). Vous y disiez "à quel point le débat public sur l'éducation est piégé" et vous lui recommandiez d'y consacrer "du temps, de l'énergie, de la patience et de la pédagogie". Jean-Michel Blanquer vous a-t-il entendu ?

Najat Vallaud-Belkacem : J'ai toujours dit, et plus encore après l'avoir éprouvé, qu'être ministre de l'Éducation est à la fois la plus belle et la plus exigeante des missions. L'éducation est un sujet de passion nationale. Tout le monde se sent concerné, a été élève ou a un élève autour de soi. De la même façon qu'on dit qu'il y a 60 millions de sélectionneurs de l'équipe de France, il y a sans doute 60 millions de ministres de l'Éducation. Cette passion a du bon en ce qu'elle nous rappelle que notre identité française et républicaine repose de plain-pied sur ce pilier de l'école laïque, gratuite et obligatoire. Mais elle a ses limites quand elle produit ce que nous constatons aujourd'hui, c'est-à-dire un nivellement de la parole, une forme de relativisme où tout jugement péremptoire sur l'école, et ce qu'il faudrait y faire, se vaut.

Ce qui favorise cela, c'est la trop faible place accordée aux chercheurs en sciences de l'éducation, en sociologie, en histoire dans le débat public éducatif. Non seulement ils ne sont quasiment jamais invités à s'exprimer, mais nombre de commentateurs vont carrément jusqu'à leur dénier une expertise ou une légitimité à intervenir. J'ai rarement rencontré un tel déni dans les autres champs d'activité. En l'absence de ces chercheurs dans le débat public éducatif, l'opinion n'est quasiment alimentée que par des polémistes qui généralement n'y connaissent pas grand-chose et entretiennent ces présupposés, ces jugements définitifs et cette nostalgie d'une école passée, idéalisée, sans aucun rapport avec notre situation actuelle. C'est difficile d'avancer pour toutes ces raisons.

Il y a donc une part de difficulté inhérente à ce ministère, mais pas seulement. Depuis deux ans, loin de chercher à améliorer la qualité du débat éducatif, c'est le ministre lui-même qui remet en question les sciences de l'éducation, les pédagogues ou les sociologues dont "la délectation morose à insister sur les inégalités" (1) semble décidément l'agacer au plus haut point. L'Éducation a besoin de consensus, pas d'une opposition stérile entre les sciences dont le regard croisé est au contraire indispensable.

AEF info : Quel regard portez-vous sur la manière dont Jean-Michel Blanquer mène ses réformes ?

Najat Vallaud-Belkacem : Ce ministre semble à la peine sur l'essentiel de ses réformes qui apparaissent, au grand jour, comme particulièrement impréparées. Le plus souvent, il n'obtient pas l'aval des instances consultatives qu'il traite avec le plus grand mépris. Comme il n'y a pas de travail constructif d'écoute, de dialogue et de concertation pour reconstruire de meilleurs textes, ces réformes installées en toute hâte sont ensuite contestées massivement par les professeurs et sont l'objet d'anxiété pour tous

les acteurs concernés. Cette pratique du pouvoir est pour le moins problématique.

"Lorsqu'il est confronté à une contestation, la réaction du ministre tend généralement à jeter l'opprobre sur les professeurs"

La politique éducative actuelle ne respecte pas assez les corps intermédiaires, les personnels d'encadrement, les syndicats et les personnels. Lorsqu'il est confronté à une contestation, la réaction du ministre tend généralement à jeter l'opprobre sur les professeurs et leur pratique professionnelle. Il accrédite souvent le procès en "immobilisme", cette idée facile et insupportable que les enseignants dans leur ensemble seraient rétifs à tout changement. Ce ministre passe beaucoup de temps à jouer l'opinion publique contre les professeurs. Au-delà des réformes mal ficelées, c'est le mal le plus profond qui est fait en ce moment, et pour longtemps.

Qu'on ne s'étonne pas demain que les professeurs soient plus encore remis en question dans leur professionnalisme par une société que le ministre lui-même aura encouragé en ce sens. C'est profondément dangereux, c'est aussi très injuste pour les professeurs. Leur engagement et la difficulté croissante de la tâche justifieraient au contraire qu'on poursuive les mesures de reconnaissance du métier et de revalorisation salariale que nous avons engagées avec la création de l'ISAE pour les professeurs des écoles ou encore le PPCR...

AEF info : Jean-Michel Blanquer voulait instaurer "l'école de la confiance". Il n'y serait donc pas parvenu ?

Najat Vallaud-Belkacem : Le problème, c'est qu'on ne sait pas où on va avec ce ministre. Avec lui, c'est le jour/nuit permanent. Normalement, quand un ministre prend un engagement, sa parole est, peu ou prou, suivie d'actes cohérents. Aujourd'hui, c'est quasi systématiquement l'inverse qui se produit. Dès qu'il prend la parole, on est sûr que ses actes le démentiront dans les trois mois qui suivent. Ainsi, il est arrivé en clamant son amour pour la science et l'évaluation objective des politiques publiques. Mais il s'est empressé de détricoter ou d'abandonner des actions qu'il n'a jamais évaluées ou dont toute la recherche disait les vertus : la semaine de 4 jours et demi, le dispositif "plus de maîtres que de classes", les expérimentations en matière de mixité sociale, une partie de l'enseignement moral et civique...

Ce ministre a appelé son texte de loi "École de la confiance". Pourtant, on n'a jamais vu autant d'autoritarisme à la tête de ce ministère, comme le montre le petit guide envoyé aux enseignants de maternelle à qui il prétend sérieusement expliquer lui-même,

geste par geste, comment faire acquérir l'écriture aux enfants. Il y a aussi les menaces sur les professeurs en opposition ; le musellement de l'expression des personnels avec l'article 1 de la loi ; la mise à mort du Cnesco qui était pourtant la seule instance en charge d'évaluer de façon indépendante les politiques éducatives... Et ce ne sont que quelques exemples ! Beaucoup trop rares sont les observateurs qui vont regarder de près le climat qui s'est installé non seulement chez les professeurs, mais aussi chez les cadres de l'administration dont un nombre de plus en plus important est réduit au silence, accusé de ne pas être dans la ligne... C'est essentiellement "l'École de la défiance", tous les acteurs éducatifs le savent bien.

"Face à ce flou permanent érigé en mode de gouvernance, comment s'étonner de la méfiance des personnels à l'égard de la réforme des retraites"

Et ce n'est pas tout ! Le ministre se déclare soucieux de justice sociale grâce à la ficelle tirée jusqu'à l'usure du dédoublement des classes de CP en REP présentée comme LA mesure sociale de ce gouvernement. Et pourtant, le voilà qui divise en catimini par deux le budget des fonds sociaux qui aidaient les familles les plus pauvres dans l'achat des fournitures, le paiement de la cantine ou la participation aux voyages scolaires ([lire sur AEF info](#)). Il procède aussi à des baisses drastiques des dépenses par élève en lycée professionnel ou en Segpa. Mais, comme d'habitude, qui s'en soucie ?

Alors, face à ce flou (pour rester courtoise) permanent érigé en mode de gouvernance, comment s'étonner de la méfiance des personnels à l'égard de la réforme des retraites et des promesses de revalorisation salariale ? Que penser de ces chiffres annoncés en grande pompe avant d'être révisés dès le lendemain, de ces réappropriations mensongères de mesures jamais adoptées par ce gouvernement, de cette absence de réponse sur la question des contreparties à une hypothétique revalorisation ? Ce n'est sûrement pas ainsi que le gouvernement parviendra à calmer les angoisses légitimes des enseignants sur la réforme des retraites.

AEF info : Les moyens pour la rentrée 2020 sont actuellement déclinés dans les académies. Vous paraissent-ils suffisants ?

Najat Vallaud-Belkacem : Le ministre explique avoir entendu les signaux sur le terrain, le malaise des enseignants confrontés à la souffrance sociale et à la difficulté scolaire dans tant de territoires, les problèmes d'absences de remplaçants, les difficultés des directeurs d'école privés de toute aide... Cependant, il prévoit de n'attribuer que 440 maigres postes au premier degré à cette

rentrée - ce qui signifie des suppressions de postes dans bien des académies. La seule mesure annoncée par Emmanuel Macron de limitation à 24 des classes de grande section nécessiterait pourtant plus de 1 000 créations de postes.

Dans le second degré, des postes ont été supprimés par milliers depuis l'arrivée de ce gouvernement. Le manque de professeurs sur le terrain ne peut qu'accroître fortement les inégalités entre établissements. La réforme du lycée prétend mieux accompagner les élèves et leur donner accès à davantage d'options : comment y parvenir avec moins d'enseignants ? Quant aux collèges, ils voient leurs moyens réduits, au détriment des élèves les plus fragiles.

AEF info : Les réticences qui s'expriment dans certains lycées au sujet des E3C ([lire sur AEF info](#)), et plus largement de la réforme du bac, vous paraissent-elles justifiées ?

Najat Vallaud-Belkacem : Le ministre voulait, et cela semblait intéressant, mettre en place un nouveau bac, avec une organisation plus simple. Le moins que l'on puisse dire, c'est que c'est raté ! Il a construit un bac permanent avec des épreuves d'examen non-stop pendant les années de première et terminale. Le manque d'anticipation des difficultés d'organisation d'un tel dispositif place les chefs d'établissement dans une situation très compliquée. Pour les professeurs, la réforme désorganise l'enseignement et nuit à la progression pédagogique. Pour les élèves et les familles, elle crée un système injuste avec des conditions d'examen inéquitables qui seront toujours défavorables aux établissements les moins cotés.

"Toute la scolarité tourne désormais autour de l'évaluation, au lieu d'être centrée sur les apprentissages eux-mêmes"

Toute la scolarité tourne désormais autour de l'évaluation, au lieu d'être centrée sur les apprentissages eux-mêmes. C'est une dérive très négative, à la fois pour le métier d'enseignant et pour les élèves, de plus en plus stressés. La double réforme de Parcoursup et du lycée crée une très grande pression : les adolescents doivent non seulement déterminer plus tôt leur projet professionnel, pour choisir leurs options, mais également faire leurs preuves dans la notation dès le lycée, sans quoi les formations de leur choix leur seront fermées. Comment être sereins dans ces conditions ? Aujourd'hui, les études sont plus longues et les parcours professionnels multiples. Pourquoi ne pas laisser le temps au temps ?

Sur la réforme du lycée, beaucoup a déjà été dit. Je reviendrai juste sur une chose qui m'a marquée : le choix de séparer totalement la réforme du lycée général et la transformation de la voie

professionnelle (sur laquelle il y aurait aussi beaucoup à redire, à commencer par les effets prévisibles d'une réforme Parcoursup qui fermera la porte de l'enseignement supérieur à bien des bacheliers professionnels). Il n'est plus question d'encourager les passerelles entre lycées professionnels et lycées généraux-technologiques ni même de lycées polyvalents. Ce choix consacre d'une certaine façon une scolarisation séparée dont on sait, dans les faits, combien elle n'est pas que scolaire mais aussi sociale. C'est un vrai problème.

AEF info : Dans votre lettre à votre successeur, vous appelez à la "continuité" dans l'action éducative. Que pensez-vous de l'abandon de la réforme des rythmes scolaires et de la réforme du collège, emblématiques du quinquennat Hollande ?

Najat Vallaud-Belkacem : Les politiques éducatives s'inscrivent toujours dans le temps long. Elles doivent, pour être efficaces, déborder largement le temps politique. Cela étant, la dynamique éducative est toujours plus compliquée qu'il n'y paraît. Mes enfants sont entrés en sixième cette année. Je suis allée assister avant leur début d'année à la réunion d'information à destination des parents. Honnêtement, l'intégralité de la réforme des collèges était là : l'interdisciplinarité, les travaux en petits groupes, la langue vivante qui commence dès la classe de 5e. Parfois on adopte des textes qui n'arrivent jamais jusqu'à la salle de la classe. A contrario, parfois, on nous explique qu'on a annulé des textes alors qu'ils continuent d'être appliqués parce que les équipes pédagogiques en ont compris l'utilité et l'intérêt.

Concernant les rythmes scolaires, c'est un vrai regret. Cette réforme aurait dû être améliorée au fur et à mesure au lieu d'être abandonnée. Dès lors que le ministre s'est désengagé, les municipalités ont eu le plus grand mal à suivre sur le plan financier. Beaucoup ont renoncé à la semaine des 4 jours et demi. Mais partout où je passe, les gens vous parlent avec nostalgie des activités périscolaires, de l'ouverture culturelle, sportive et sociale que cela pouvait offrir aux élèves, du lien entre éducation nationale et éducation populaire. Avoir une communauté d'adultes autour de l'élève, pour l'entourer et porter ensemble les valeurs de la République, c'est très important. Cela fait partie des réponses à nos défis modernes qu'il est si difficile de construire... et si facile de détruire pour leur préférer la facilité du retour au tableau noir et à la blouse, dont on se demande bien en quoi ils répondent aux enjeux d'aujourd'hui.

AEF info : Pourquoi avez-vous décidé de reprendre la parole publiquement après une cure de silence ?

Najat Vallaud-Belkacem : La distance que j'ai prise ces deux

dernières années a beaucoup nourri ma réflexion sur la crise démocratique que nos sociétés traversent, sa gravité, son ampleur, sa durabilité. Il existe aujourd'hui une défiance à l'égard des politiques, des corps intermédiaires, des syndicats. Les débats sont plus polarisés que jamais. C'est tout noir ou tout blanc et il ne semble plus y avoir de zone de compromis possible. Pire, on a l'impression que les camps qui s'affrontent ne sont même plus capables de se mettre d'accord sur une réalité. Il existe désormais des réalités alternatives : chacun est dans sa bulle conceptuelle, entretenue par les réseaux sociaux et souvent les médias. Je souhaite contribuer au débat public en partant des faits réels et en défendant l'idée d'un destin commun.

Un échange avec des militants de l'Unsa



Najat Vallaud-Belkacem, dans un échange avec un militant de l'Unsa Education, dans le Pas-de-Calais.

| AEF

Cet entretien a été réalisé à Verquin, dans le Pas-de-Calais. Najat Vallaud-Belkacem y était invitée par l'Unsa-Éducation, pour une conversation sur le thème "École et démocratie". Elle a échangé durant près de deux heures avec le secrétaire régional du syndicat, Nicolas Penin, et une centaine de militants - enseignants du premier et second degré, chefs d'établissement ou encore CPE. Plus que de la politique du gouvernement actuel, les intervenants ont débattu des objectifs et des limites de l'éducation prioritaire, du manque de mixité sociale parmi les enseignants ou encore de la nature de leur engagement. "J'ai conscience que le débat public ne rend justice ni au métier enseignant ni au syndicalisme. Vous avez en ma personne une alliée", affirme l'ancienne ministre, qui fait son retour sur la scène publique après avoir quitté l'institut Ipsos en décembre 2019.